



Radhi Meddeb Président d'IpeMED

Refonder la relation euro-méditerranéenne : un impératif

► Les pays arabes fêtent l'an un de leurs révolutions. Que s'est-il passé depuis ? Le chômage s'est aggravé et les conditions de vie des populations, se sont dégradées. Sur le plan politique, les islamistes sont partout vainqueurs, chaque fois que de nouvelles élections sont organisées. Les populations

s'impatientent devant l'absence de projets économiques et sociaux. Les exigences des jeunes à l'origine des révolutions relèvent de trois points :

- la voix politique, avec le refus de toutes les discriminations, la mauvaise gouvernance et l'accaparement du pouvoir ;
- les choix sociaux, avec le refus de l'analphabétisme, de la fracture numérique, de la pauvreté et de la dislocation du lien social ;
- enfin, les opportunités économiques, avec la libération des énergies et la fin des situations de rentes, de privilèges et de proximité du pouvoir.

Cela fait longtemps, à IpeMED, que nous le disons : le Sud de la Méditerranée a besoin de créer 50 millions d'emplois en vingt ans et d'investir 400 milliards d'euros dans les infrastructures.

Plus que jamais, l'impératif économique s'impose à tous et la relation euro-méditerranéenne est incontournable. Il faut toutefois la refonder sur base de respect, de solidarité et de partage compétitif de la valeur ajoutée. Le libre-échange, la sécurité et la stabilité ne peuvent plus être le prisme de lecture de ces relations de voisinage.

Une coopération inter-maghrébine se dessine



Saâdeddine El Othmani (membre du PJD – parti marocain de référence islamique), ministre des Affaires étrangères, a rencontré à Alger le 23 janvier son homologue Mourad Medelci.

ESSENTIEL Ce point est essentiel car il permettra de répondre à la première revendication exprimée par les manifestants : la dignité. Cela ne doit évidemment pas occulter le défi économique et social que doivent relever ces régimes pour créer des emplois, lutter contre la corruption et mieux redistribuer les richesses. Et là, les attentes sont grandes. Cette tâche sera facilitée si un rapprochement entre les pays de la région est effectif. « Une véritable dynamique régionale est nécessaire pour combler le manque de croissance, qui s'élèverait à 2% par an si une union douanière était fonctionnelle au Maghreb », estime Youssef Amrani, ministre marocain délégué des Affaires étrangères. L'arrivée au pouvoir de partis islamiques dans les pays maghrébins permettra-t-elle de renouer avec l'idée d'une coopération régionale inter-maghrébine ?

PREMIERS SIGNAUX Les premiers signaux sont là : le président tunisien, Moncef Marzouki, a déclaré, lors de sa visite à Alger, qu'il enten-

drait relancer la construction maghrébine ; le ministre marocain des Affaires étrangères s'est rendu à Alger (photo) ; une réunion des chefs de la diplomatie maghrébine s'est tenue à Rabat pour tenter de redonner vie à ce groupement régional ; enfin, une réunion des chefs de la Diplomatie du 5+5 a eu lieu à Rome... Les pays maghrébins doivent avancer sur la voie de l'intégration régionale, aussi bien pour se développer que pour éviter une trop grande dépendance vis-à-vis du Golfe et un modèle de société qui ne leur convient pas. Cette évolution, si elle se concrétise, bénéficiera aux relations euro-méditerranéennes et permettra de mener des projets communs, profitables aux deux rives de la Méditerranée.

Est-ce un rêve ou bien les révolutions sont-elles la volonté et le désir des sociétés de repenser l'avenir ? Il est trop tôt pour l'affirmer mais on peut penser qu'une ère nouvelle s'ouvre au cours de laquelle les obstacles, comme le conflit du Sahara, seront progressivement levés.

Agnès Levallois

LE MAGHREB AVANCE SUR LA VOIE DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE POUR SE DÉVELOPPER ET ÉVITER UNE TROP GRANDE DÉPENDANCE VIS-À-VIS DES PAYS DU GOLFE.

Un an et après ? Les transitions que vivent la Tunisie, la Libye, l'Égypte ou le Yémen sont semées d'embûches et mettent à nu des sociétés éclatées, les déficiences de l'État et sa faiblesse. Mais elles montrent aussi des personnes engagées qui veulent bâtir une société dans laquelle toutes les composantes auraient leur place et où le politique serait réhabilité.



« Non à la misère, non au chômage, non à la torture » revendiquaient les manifestants au Caire en janvier 2011.

CHÔMAGE

L'OIT s'inquiète

● Dans son dernier rapport, l'Organisation internationale du travail (OIT) porte une attention particulière à l'évolution du chômage de la région Mena qu'elle juge préoccupante. Le taux de chômage qui baissait progressivement depuis 2007, se réoriente à la hausse en 2011 : les prévisions pour 2012 tablent sur un taux de 10,2 %, soit une augmentation de 0,3 % par rapport à 2010. L'organisation déplore également que le taux de croissance des pays de la région, plutôt solide dans la plupart d'entre eux, ne favorise pas la création d'emplois. Elle craint que la vague de manifestations se propage sur l'ensemble des pays de la région et limite la croissance. En Syrie, en raison des manifestations, du ralentissement de l'activité et des sanctions économiques contre le régime, la croissance a été négative en 2011. Le deuxième risque serait une croissance limitée des économies développées, « ce qui aurait des effets déprimants sur les revenus provenant des exportations de pétrole et de gaz naturel ».

COOPÉRATION

Accord BEI et BID

● La Banque islamique de développement (BID) et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont signé, le 10 février, à l'occasion d'une rencontre dans le cadre du Partenariat de Deauville à Abou Dhabi, un mémorandum d'entente pour une coopération plus étroite. Le but est de soutenir le secteur privé à l'origine de la croissance

dans la région méditerranéenne, en encourageant la création d'emplois et en favorisant un développement économique inclusif. Les banques se concentreront dans un premier temps sur quatre pays : l'Égypte, la Jordanie, la Tunisie et le Maroc. La coopération sera axée sur la consultation et le partage d'informations ; le développement d'une expertise et d'un savoir-faire dans la région, notamment en vue de partenariats public-privé ; la création de réseaux et la facilitation de l'identification, de la préparation et du cofinancement des projets.



À Dacca (Bangladesh), l'immeuble de la Banque islamique de développement domine la ville.

UN CHIFFRE

-29,2%

C'est la baisse des IDE en Tunisie en 2011

● Selon l'Agence tunisienne de promotion et de l'investissement extérieur (Fipa), la Tunisie a enregistré une baisse de 29,2 % des investissements directs étrangers (IDE) en 2011. Ils ont atteint environ 1,7 milliard de dinars (857 millions d'euros) contre 2,4 milliards de dinars (1,2 milliard d'euros) en 2010. Les IDE dans les secteurs du tourisme et de l'industrie manufacturière et de l'énergie ont connu respectivement des chutes en volume de -83,3 %, -42,4 % et -19 % par rapport à l'année précédente. Avant la révolution, l'investissement étranger générait environ 25 % des nouvelles créations d'emplois chaque année et constituait une contribution majeure à la croissance. Toutefois, quelque 195 projets à participation étrangère ont été réalisés en 2011, notamment dans les industries mécaniques, électriques et électroniques ainsi que dans les industries textiles et habillement, les « deux premiers secteurs industriels en matière d'attraction des IDE », selon la Fipa : plus de 7300 nouveaux emplois y ont été créés. L'économie tunisienne est en récession depuis le début de l'année 2011 à la suite de la révolution du 14 janvier ayant entraînée la chute du régime de Ben Ali. Le taux de chômage est de 18 % et 24,7 % de la population vit avec moins de deux dollars par jour.

UPM

Nouvelle gouvernance

● La France, qui a co-présidé avec l'Égypte l'Union pour la Méditerranée (UPM) depuis sa fondation en juillet 2008, a transmis la co-présidence à l'UE le 1^{er} mars. Cela illustre le rôle central de l'UE dans l'accompagnement des changements au Sud de la Méditerranée.



Fathallah Sijlmassi

Par ailleurs, Fathallah Sijlmassi, directeur de l'Agence marocaine pour le développement des investissements (Amdi), a été élu au poste de secrétaire général de l'UPM après la nomination de son prédécesseur, Youssef Amrani, ministre délégué auprès du ministre marocain des Affaires étrangères et de la Coopération. Ce dernier s'est félicité de cette nomination, signe selon lui de la reconnaissance de l'apport de la diplomatie marocaine à l'UPM. Lors de cette réunion, les Hauts fonctionnaires de l'UPM ont labellisé le projet d'interconnexion autoroutier transmaghrébin. Celui-ci vise à poursuivre la jonction entre Oujda (Maroc) et Bou Salem (Tunisie).

Le Comité d'orientation politique d'Ipemed est coprésidé par Carmen Romero, députée européenne et Abderrahmane Hadj Nacer, ancien gouverneur de la Banque d'Algérie. Paritaire Nord Sud et dépourvu d'attache partisane, il contribue à la réflexion et au rayonnement d'Ipemed auprès de la sphère politique internationale.



PHOTOS : JEAN-MICHEL RILLON

COMITÉ D'ORIENTATION POLITIQUE D'IPEMED

Les bouleversements de l'Euro-Méditerranée au cœur des débats

REPRÉSENTATIVITÉ POLITIQUE, RÔLE DE L'ÉTAT ET RELATION EURO-MÉDITERRANÉENNE FIGURAIENT PARMIS LES THÈMES DE RÉFLEXION. LE BUT : INFORMER DÉCIDEURS ET ACTEURS DES ORIENTATIONS POSSIBLES.

Le Comité d'orientation politique a tenu sa réunion annuelle les 17 et 18 février 2012 à Paris. La réflexion a porté sur les bouleversements dans la région euro-méditerranéenne, au Nord comme au Sud. En effet, les acteurs et les décideurs ont plus que jamais besoin d'informations. C'est pour cela que sont intervenus, pendant les travaux du comité, Driss Ksikes, journaliste et homme de théâtre marocain, Hela Yousfi, sociologue tunisienne, et Amr El Shobaky, politologue et nouvel élu au parlement égyptien. La question de la représentativité politique était au centre du débat car les groupes sociaux à l'origine des contestations ne se retrouvent guère dans les élus issus des urnes. Afin d'appréhender la situation en Tunisie, au Maroc ou en Égypte, il convient de dissocier la participation de la représentativité politique. Car l'élite est déconnectée du réel et les manifestants veulent créer les conditions d'une meilleure gouvernance. En Tunisie, les jeunes ont fait la révolution pour que l'État joue son rôle et, s'ils n'ont pas rejoint massivement les forces politiques, c'est qu'ils ne se reconnaissent pas en elles et n'ont pas confiance : le succès d'Ennahda (Tunisie) et du **PNP** (Maroc) s'explique en partie par leur *virginité* politique. La population a besoin de se réappropriier l'espace public et le débat, jusque-là réservé aux élites.

La réforme institutionnelle

► La réforme institutionnelle, en veillant à garder la neutralité de l'État, est l'un des défis majeurs. En Égypte le secteur public est pléthorique (9 % de la population) mais les Frères musulmans seront-ils en mesure de mener à bien cette réforme ? Quelle place aura l'armée, toujours respectée en tant qu'institution, ce qui n'est pas le cas du Conseil suprême des forces armées qui gère la transition ? Après les élections présidentielles, elle devrait se retirer peu à peu de la scène politique, comme ce fut le cas en Turquie, tout en restant un pilier de la vie politique. En outre, il convient de ne pas réduire le débat à la seule question de l'islam politique. Les enjeux économiques et sociaux sont majeurs. Le modèle économique à trouver doit permettre une cohérence entre l'économie financière, l'économie réelle et l'économie sociale.

L'influence du Golfe et l'intégration régionale

► La question du rôle et de l'influence des pays du Golfe a été posée, avec la crainte que l'économie de rente ne s'installe dans les pays maghrébins à travers l'influence des pétromonarchies. Les pays arabes doivent créer un espace régional. La visite du ministre marocain des Affaires étrangères à Alger, la réunion à Rabat des ministres des Affaires étrangères de l'Union du Maghreb arabe (UMA) le 17 février et la déclaration de Moncef Marzouki lors de sa visite à



Driss Ksikes



Amr El Shobaky



Hela Yousfi

Alger, dans laquelle il fait part de son souhait de relancer la construction maghrébine, vont dans ce sens. Ces initiatives sont encouragées par Washington pour qui un Maghreb uni pro-américain contre l'Europe renforcerait son influence.

Redéfinir la relation euro-méditerranéenne ?

► La nouvelle réalité représente une rupture qui n'a pas été prise en compte à Bruxelles. Il faut accompagner les transitions démocratiques sur le plan politique, promouvoir la modernité culturelle et mettre à l'ordre du jour un modèle de développement industriel. L'Euromed faisant partie de l'héritage contesté des anciens régimes, il faut accompagner les sociétés civiles dans leurs évolutions en privilégiant le long terme sur des bases de solidarité, de partage de valeur ajoutée et d'investissement. Enfin, quel projet politique et quel projet sociétal voulons-nous élaborer ensemble ? Profitons de la renégociation du budget de l'UE pour reposer la question et orienter des financements vers la refondation du partenariat. ■

5+5, le grand retour

● Instance informelle créée à la fin des années 80 à l'initiative de la France, le groupe des 5+5 comprend Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie (Maghreb) et au Nord : Espagne, France, Italie, Portugal et Malte. Outre la diplomatie, cet espace de dialogue entre les pays du Bassin méditerranéen s'est élargi à d'autres domaines : la défense, l'intérieur ou l'environnement.

En sommeil pendant des années, il revient sur le devant de la scène. Ainsi, les dix chefs de la diplomatie se sont réunis à Rome en février. Au menu : la situation politique de la région, la sécurité en Méditerranée et dans les régions avoisinantes, notamment au Sahel. Étaient présents en tant qu'observateurs : le secrétaire général de l'Union du Maghreb arabe

(UMA), Habib Benyahia, son homologue de l'Union pour la Méditerranée (UPM), Fathallah Sijilmassi, et la Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Catherine Ashton.

La rencontre a été consacrée aux perspectives de coopération dans les domaines de la protection de l'environnement et l'énergie, sans oublier la lutte antiterroriste, les mécanismes à mettre en place pour affronter les réseaux de la criminalité organisée, dont le trafic de drogue et d'armes ou la contrebande.

Le 5+5 apparaît comme une enceinte à ne pas négliger en raison de sa dimension informelle, de la proximité de ses membres permettant une coopération indispensable dans le contexte actuel.

Silo céréalier destiné aux réserves stratégiques de l'Algérie, dans le port de Djen Djen (Est du pays).



La sécurité alimentaire, priorité du

Un séminaire du groupe 5+5 portant sur la sécurité alimentaire a eu lieu les 6 et 7 février 2012 à Alger, confirmant la volonté des dix pays de ce groupe d'ériger ce sujet en priorité régionale et d'apporter des solutions à la situation d'insécurité dans laquelle se trouvent les pays de la rive sud. À titre d'exemple, l'Algérie et le Maroc figurent parmi les plus gros importateurs de céréales au monde. En 2008, le Maroc, l'Égypte et l'Algérie ont importé pour 20 millions de tonnes de céréales, soit l'équivalent de l'UE et de l'Amérique du Nord réunies⁽¹⁾. Les pays de la région les plus déficitaires en production céréalière sont l'Algérie (1,4 milliard de dollars), le Maroc (825 millions) et la Tunisie (570 millions) sachant que le Maroc et l'Algérie ont multiplié leurs importations nettes de céréales par 20 entre 1965 et 2005. Par ailleurs, la facture alimentaire des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée a augmenté de 50 % en 2008 et 2011 par suite de la volatilité des marchés⁽²⁾.

LES PAYS DU SUD DE LA MÉDITERRANÉE SONT DANS UNE SITUATION D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE MAJEURE. QUELS MÉCANISMES METTRE EN PLACE POUR Y REMÉDIER ? LE GROUPE 5+5 SE MOBILISE.

LES RECOMMANDATIONS

Quatre thèmes ont fait l'objet de recommandations pour les actions à mener et les mécanismes à mettre en place :

1. l'optimisation de la production agricole domestique à travers une gestion durable des ressources naturelles locales par les agriculteurs ; l'accroissement des investissements, la sécurisation des investissements des agriculteurs contre les risques naturels et économiques, ainsi que la valorisation

des produits méditerranéens ;
2. le développement des territoires ruraux, notamment par l'augmentation de la capacité des exploitants et des communautés rurales à faire face au changement climatique, l'amélioration et la revalorisation de l'emploi rural ainsi que l'organisation des filières (coopératives, circuits courts) ;
3. le renforcement de la coopération scientifique et technologique entre les organismes de recherche des pays du 5+5 pour la mise en valeur des échanges de produits agricoles. Il a été recom-

mandé d'établir une *cartographie* des complémentarités en termes d'offre et de demande de produits alimentaires ;
4. la promotion du partenariat public-privé (PPP) et privé-privé en matière de recherche, d'innovation et de transfert de technologies, ainsi que par la création d'un cadre financier favorable au développement des investissements à travers l'allégement de la fiscalité, l'accès au crédit pour les petits agriculteurs et les femmes entrepreneurs.

LES PRINCIPES ADOPTÉS

Les recommandations renvoient à l'adoption de quatre principes pouvant constituer les fondements d'une politique commune de sécurité alimentaire. Il s'agit de :

1. la promotion du principe de *souveraineté alimentaire* des pays avec comme corollaire l'augmentation de la production des aliments de base par l'innovation technique et la recherche et développement pour atteindre un meilleur niveau d'autosuffisance. Et ainsi, contribuer au développement rural durable ;
2. l'exploitation de la complémentarité euro-méditerranéenne au plan écono-

La Méditerranée dans les discours des candidats



groupe 5+5

mique et commercial, scientifique et de la formation pour faire émerger des coopérations inter-entreprises, permettant des transferts d'innovation et d'apprentissage;

3. la promotion commune d'un modèle de production alimentaire et agricole *alternatif* fondé sur l'exploitation des atouts de la proximité et de la diète méditerranéenne;

4. la nécessité d'œuvrer ensemble pour une plus grande régulation des marchés avec la perspective de gérer en commun des stocks régulateurs.

Afin de suivre la mise en œuvre des propositions, les participants ont recommandé la création d'un observatoire régional de la sécurité alimentaire, que l'Algérie se propose d'héberger, et d'un groupe de travail spécifique *sécurité alimentaire* au sein de l'UMA dont les propositions seraient examinées par les ministres du groupe 5+5.

Amal Chevreau et Jean-Louis Rastoin

1. Edward Aoun et Amal Chevreau, «La situation céréalière en Méditerranée», *Palimpsestes* n°9, Ipemed, Paris, septembre 2011. Disponible sur ipemed.coop.
2. Jean-Louis Rastoin et Foued Cheriet, «La sécurité alimentaire en Méditerranée : un enjeu stratégique majeur», *Les Notes d'Ipemed*, n°6, janvier 2010. Disponible sur ipemed.coop.

En 2007, le grand projet d'Union pour la Méditerranée était au cœur de la campagne présidentielle. Mais les crises économique et financière, les bouleversements politiques dans les pays arabes amènent à repenser les relations internationales et, pour la France, ses relations avec ses voisins du Sud. Dès lors, quelle place pour la Méditerranée dans les programmes des candidats ? «*La France, c'est aussi la Méditerranée*», affirme François Hollande lors de son discours d'investiture en octobre dernier. En février, Nicolas Sarkozy lui répond de Marseille, «*capitale française de la Méditerranée, où l'on sait ce que la Méditerranée représente pour la France, pour son avenir*», rappelant qu'il a été l'instigateur de l'Union pour la Méditerranée.

Ravivant le «*rêve de civilisation*» de la «*destinée commune de l'Europe et de la Méditerranée*», Nicolas Sarkozy évoque cette initiative qui encourage «*tous les peuples de la Méditerranée*» à travailler ensemble, à apprendre à se connaître et à se respecter. Car la Méditerranée, analyse François Hollande, c'est «*la mer qui réunit les civilisations*», mais «*qui relie [aussi] les conflits et notamment celui du Proche-Orient qui reste une plaie ouverte au flanc des nations démocratiques*».

LES PRINTEMPS ARABES ET LA FRANCE

En octobre, François Hollande promet que «*l'appui de la France ne fera pas défaut aux démocrates de Tunisie, de Libye et d'Égypte [menacés par la montée des extrémistes]*». Dans son discours du Mans (23 février), il considère que la France avait été humiliée de n'avoir pas été au rendez-vous des Printemps arabes. Pour Nicolas Sarkozy, au contraire, «*nous avons choisi d'aider ces jeunes démocraties, [...] de leur faire confiance, avec vigilance mais de leur faire confiance*».⁽¹⁾

En novembre 2011, Marielle de Sarnez affirme que l'Union européenne a une «*obligation vis-à-vis de la Tunisie*». Faisant le «*pari de la confiance*», la députée européenne milite pour une coopéra-

LES CRISES ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE, LES RÉVOLUTIONS ARABES POUSSENT LES CANDIDATS À REPENSER LEURS RELATIONS AVEC LES PAYS DU SUD.

tion plus étroite (tarifs douaniers préférentiels, exception de visas).

LES RELATIONS ÉCONOMIQUES

Dans ses 60 engagements, François Hollande annonce son intention de développer les liens économiques avec les «*partenaires traditionnels [de la France], méditerranéens et africains*». «*Sur la base d'un projet économique, démocratique et culturel*», il entend rompre avec la «*Françafrique*» et proposer «*une relation fondée sur l'égalité, la confiance et la solidarité*». Jouant la carte du co-développement, du «*développement partagé*», il prévoit aussi de laisser toute sa place aux partenariats Sud-Sud et aux acteurs de la société civile et des collectivités territoriales.

Le programme de l'UMP insiste quant à lui sur la coopération technique, «*axe majeur de notre politique étrangère*» en renforçant le rôle de l'Agence française



François Hollande et Nicolas Sarkozy au dîner annuel du Crif le 8 février 2012.

du développement et en fusionnant une vingtaine d'opérateurs en une unique agence de coopération technique internationale sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères.

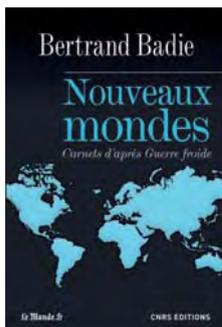
François Bayrou, critique de l'Union pour la Méditerranée, considère également le développement des pays voisins de la France comme essentiel. Il propose un équivalent africain à la politique agricole commune⁽²⁾.

Alexandra Besly

1. Discours prononcé au Crif le 8 février.
2. www.bayrou.fr/article/afrique.

Nouveaux mondes. carnets d'après Guerre froide

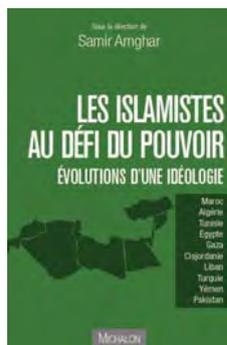
BERTRAND BADIE
CNRS éditions,
Le Monde.fr,
Paris, 2012



Cet ouvrage est une sélection de *chat* entre Bertrand Badie et les internautes du *Monde.fr* autour de l'actualité internationale. Ce professeur de relations internationales de l'IEP se livre à cet exercice une fois par mois pour nous permettre de mieux appréhender la perte de souveraineté des États, le poids grandissant des sociétés civiles, le clivage Nord-Sud, la crise de l'Europe, qualifiée d'une «gravité exceptionnelle», ainsi que la fin de l'universalisme des droits de l'homme. Des réponses claires sont proposées alors que les sujets abordés par les internautes sont multiples des conséquences du 11-septembre à la «politique périmée de non-prolifération» ou encore à «la perversion de l'intervention». Une lecture indispensable pour comprendre la nouvelle donne mondiale de l'après-Guerre froide.

Les islamistes au défi du pouvoir Évolutions d'une idéologie

SOUS LA DIRECTION DE SAMIR AMGHAR
Michalon, 2012



Depuis un an, avec le déclenchement des contestations dans le monde arabe, l'islam politique est revenu sur le devant de la scène. Il représente aujourd'hui la première force politique dans les pays qui ont organisé des scrutins électoraux. Il convient dès lors de s'interroger sur sa politisation et sur la diversité des mouvements qui s'en réclament. Tel est l'objet de cet ouvrage. Des spécialistes dressent un panorama de l'islam politique, soulignant la diversité des mouvements, leur positionnement idéologique et la complexité des sensibilités politiques qui s'y expriment, que ce soit en Égypte, au Maroc, en Turquie, au Liban, en Tunisie, au Yémen, en Algérie ou au Pakistan.

La Turquie au Moyen-Orient. Le retour d'une puissance régionale ?

SOUS LA DIRECTION DE DOROTHÉE SCHMID
CNRS Éditions Ifri,
Paris, 2011



Les interrogations sur la politique étrangère de la Turquie étant nombreuses, ce recueil arrive à point nommé pour nous éclairer sur les différents visages de cette diplomatie extrêmement active, notamment vis-à-vis du Moyen-Orient. Mais l'arrivée au pouvoir de partis se réclamant de l'islam politique en Tunisie, Égypte ou Maroc a bousculé la Turquie, remettant en cause sa stratégie de «zéro problème avec les voisins», tout en mettant en avant son modèle politique... L'expérience turque, en matière de démocratisation, de développement économique et de transformation du mouvement islamiste, intéresse les pays arabes mais jusqu'où ? Des analystes turcs, arabes, iraniens, européens ou américains nous livrent leur point de vue.

L'énergie solaire après Fukushima. La nouvelle donne

LOUIS BOISGIBAULT
Medicilline,
octobre 2011
Diffusion :
www.medicilline.com



Cet livre fait le point sur la situation actuelle de l'énergie solaire et sur son potentiel pour produire de l'électricité et de la chaleur. Il présente une centaine de photos, tableaux, cartes, illustrations et des exemples de projets solaires thermiques, photovoltaïques et thermodynamiques venant de Tunisie, d'Espagne, de Suisse et du Maroc, avec notamment le projet de centrale à concentration d'Ouarzazate. L'auteur travaille aussi sur la contrainte carbone dans la région euro-méditerranéenne, en tant qu'expert associé d'Ipemed.

SUR LE NET

Le classement pays de Nord Sud Expert

www.risques-internationaux.com

● La société Nord Sud Expert (NSE) se veut indépendante des agences de notation financière, des organismes d'assurance-crédit, comme Coface, des banques et des pouvoirs publics (diplomatie, politiques nationales d'assurance-crédit, consensus de l'OCDE sur les crédits export). Intégralement financée par les abonnements de ses clients (à l'exclusion de toute publicité), elle réalise chaque année son propre classement du risque pays dans les États. L'objectif de cet ouvrage est de distinguer, parmi les États émergents en croissance rapide, ceux qui sont les mieux gérés, les plus soucieux de la cohésion sociale et, aussi, qui ont le plus de chance de rester sûrs, solvables et respectueux de leurs engagements. Cette année, les pays de la Méditerranée ont été particulièrement étudiés en raison des bouleversements qui sont intervenus dans la région et des nombreuses interrogations qui en résultent.

Le rescapé et l'exilé. Israël-Palestine une exigence de justice

STÉPHANE HESSEL ET ELIAS SANBAR
Don Quichotte éditions,
2012



À l'heure où le conflit israélo-palestinien est le grand oublié de l'agenda international, le débat mené par Farouk Mardam Bey, entre Stéphane Hessel et Elias Sanbar, deux hommes de culture et de dialogue, d'origine, de génération et de formation différentes, est passionnant. Leur objectif : reconstituer et analyser le cours des événements qui ont mené à l'impasse actuelle avec une réflexion sur la légalité internationale, la justice historique et le lien qui existe entre les deux. Les deux intellectuels confrontent leur point de vue, leur sensibilité, leur mémoire et se retrouvent autour du même engagement pour le droit. Enfin, ils sont convaincus que pour sortir de ce conflit, il faut quitter le registre du sacré et de son caractère exceptionnel pour l'aborder d'un point de vue politique, respectant le droit international.

Pleins feux sur la stratégie méditerranéenne des industriels allemands

Mohamed Rouis, directeur général de la filiale tunisienne du groupe allemand Leoni, leader mondial du câblage, a profité de ce petit déjeuner pour exposer comment l'entreprise a développé ses activités dans ce pays jusqu'à la révolution. Leoni Tunisie était en 2012 le premier employeur du pays, avec 14 000 salariés, répartis dans différents sites de production. Au cours des dernières années, l'entreprise s'est développée fortement, car la maison-mère, satisfaite des rendements des unités implantées en Tunisie, a choisi de se déployer dans ce pays. Les projets d'investissement ont porté non seulement sur des segments intensifs en main-d'œuvre, mais aussi sur des activités à plus forte valeur ajoutée (assemblage, R&D, informatique). En 2011, la société employait une centaine d'ingénieurs et 100 % de son personnel était tunisien.

À L'OCCASION DE LA SORTIE DU «PALIMPSESTE» SUR LES INDUSTRIELS ALLEMANDS EN TUNISIE, IPEMED A CONSACRÉ UN PETIT DÉJEUNER AUTOUR DE CE THÈME.

Le cas de Leoni illustre les tendances de l'investissement industriel allemand en Tunisie, telles qu'elles sont dépeintes dans le *Palimpseste*. L'étude identifie trois dynamiques principales. Tout d'abord, la plupart des unités allemandes en Tunisie correspondent à des fragments de la chaîne de production, principalement aux segments intensifs en main-d'œuvre (articles textiles, composants électronique...), qui constituent la *base* industrielle des investisseurs allemands. Deuxièmement, il existe depuis peu une accélération des investissements allemands en Tunisie (le stock d'IDE a doublé entre 2004 et 2009), qui sont généralement réalisés au détriment des Peco, devenus trop chers. Enfin, les Allemands sont quasiment les seuls investisseurs étrangers à développer en Tunisie, autour de leurs sites de production, des activités à forte valeur ajoutée (administration, design, R&D...) mobilisant la main-d'œuvre qualifiée locale.



CORRÉLATIONS Ces observations montrent qu'il existe des corrélations entre la stratégie des industriels allemands en Tunisie et celle qu'ils ont mise en œuvre dans les pays d'Europe centrale et orientale (Peco) dans les années 1990. Ils opèrent en Tunisie un redéploiement progressif de l'appareil productif (souvent depuis les Peco), avec des transferts graduels de valeur ajoutée à mesure que les investissements se diversifient et se portent sur des activités plus hautes en gamme. Ces entrepreneurs élargissent à la rive sud la stratégie de régionalisation industrielle initiée dans les Peco et contribuent au renforcement de l'intégration par la production dans l'espace euro-méditerranéen. Cette dynamique se heurte toutefois aux difficultés de l'après-révolution : la fermeture du site industriel de Leoni à Mateur a été annoncée puis démentie par la suite.

Maxime Weigert, chargé de recherche Ipeмед

ENVIRONNEMENT

Forum de l'eau

● La sixième édition du Forum mondial de l'eau se déroule à Marseille du 12 au 17 mars 2012. Ce rendez-vous international mobilise tous les trois ans l'ensemble des parties prenantes (locales, nationales, publiques, privées). Les organisateurs veulent faire de cette édition le Forum des solutions concrètes et des engagements des parties concernées. Plusieurs demi-journées seront consacrées à la région euro-méditerranéenne, au cours desquelles les travaux des quatre priorités du *processus intercontinental méditerranéen* seront présentés (gestion de la demande d'eau, ressources en eaux non conventionnelles, gouvernance de l'eau, collecte et traitement des eaux usées urbaines et industrielles).

Le jeudi 15 mars, Ipeмед formulera sa proposition pour mettre en place un instrument d'appui à la disposition des décideurs de l'eau, sous la forme d'un réseau coordonnant les centres et les institutions de la région spécialisés dans différents domaines de l'eau.

Morgan Mozas, chef de projet Ipeмед

TOURISME

Les défis à l'heure de la transition démocratique en Tunisie

Maxime Weigert, *Les Notes d'Ipeмед*, janvier 2012

● Un an après le déclenchement de la révolution tunisienne, la question de l'assise économique de la Tunisie et celle du devenir du secteur touristique (plus de 6 % du PIB et plus de 12 % de l'emploi à la fin des années



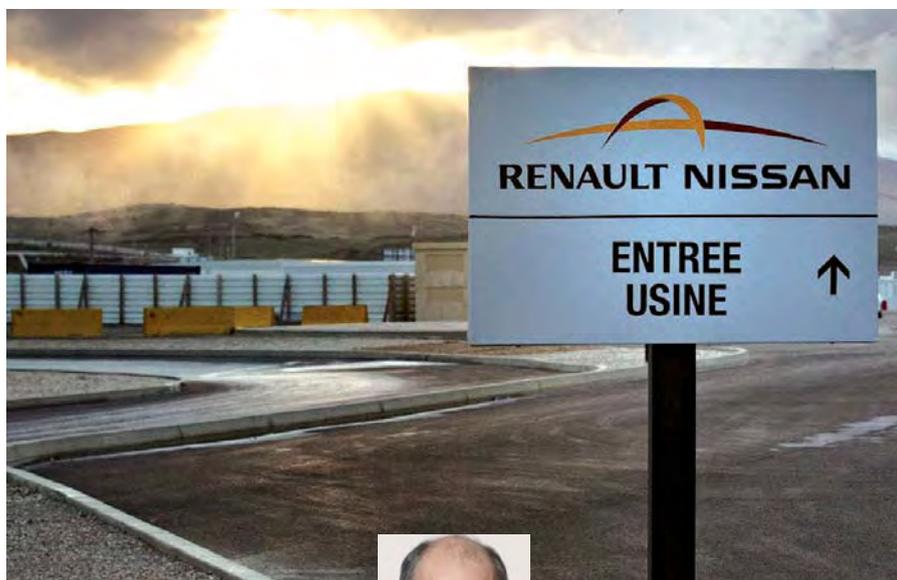
2000) sont essentielles. Les touristes se sont détournés du Maghreb et du Proche-Orient en attendant que la situation se stabilise. Au-delà de la nécessité de les faire revenir, il convient de s'attarder sur le devenir de

ce secteur qui, selon l'auteur, est en péril. En effet, depuis le début des années 2000, la Tunisie est parmi les Psem le pays où le nombre d'arrivées internationales a connu la plus faible progression et où la dépense moyenne des touristes internationaux est la plus basse. Le produit *balnéaire de masse* est remis en question car les pratiques du tourisme international évoluent. Pour les nouvelles autorités, il s'agit d'opérer un rattrapage en raison des défaillances observées dans les domaines de la gouvernance, la formation, l'adaptation de l'offre au marché et de proposer une nouvelle politique. Celle-ci nécessite une coopération renforcée des pays riverains pour relever les défis auxquels ils sont confrontés : pollution, environnement... en mettant en place une base administrative et réglementaire régionale.

Renault s'implante à Tanger

Pour le gouvernement marocain, le site de Tanger doit produire 170 000 véhicules par an avec, à terme, un objectif de 400 000 par an.

Renault a inauguré sa nouvelle usine de Tanger, qui s'ajoute à celle de Casablanca (Somaca) dont Renault possède 80 %. En 2011, le groupe français était leader du marché automobile marocain avec plus de 41 000 véhicules vendus alors que le nombre de voitures vendues dans le pays atteignait 112 000. Tanger, où le groupe a investi environ un milliard d'euros, est destiné à devenir un pôle central de son développement. Grâce à cette usine, le Maroc entend être une plateforme compétitive de production et d'exportation automobile. En effet, les 85 % de sa production seront destinés à l'export, notamment vers l'Europe de l'Ouest et de l'Est, l'Asie et l'Afrique. Carlos Ghosn expliquait lors du lancement du projet que 90 % de la production du site serait dédiée au marché mondial «pas seulement européen», et



Michel Faivre-Duboz, directeur général de Renault au Maroc

10 % «au marché marocain, d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient, voire de quelques pays d'Afrique».

CONDITIONS AVANTAGEUSES Pour le gouvernement marocain, le site doit produire 170 000 véhicules par an avec, à terme, un objectif de 400 000. Il compte y attirer également des sous-traitants créateurs d'emplois. Rabat a offert des conditions avantageuses au groupe français, exonéré d'impôt sur les sociétés pendant cinq ans et de taxes d'exportation. L'État a mis à disposition les infrastructures (autoroute et rail) et financé un centre de formation pour le personnel. D'un investissement de 1,1 milliard d'euros, cette usine, symbole de l'industrie nationale, occupe 314 hectares dans la zone économique spéciale de Tanger-Med et participe au désenclavement de la région nord du pays qui connaît depuis quelques années un essor significatif.

Un institut de formation aux métiers de l'industrie automobile, financé à 100 % par l'État marocain, a été mis en place pour les salariés de l'usine et ceux des équipementiers. Cette unité devrait

générer 6 000 emplois directs et quelque 30 000 emplois indirects. «Les recrutements vont à un rythme cohérent et synchronisé avec la montée en production. Nous comptons actuellement 2 000 personnes dont 230 techni-

ciens et ingénieurs qui viennent d'Europe (France, Espagne, Roumanie et Turquie). Ils représentent des ressources expérimentées qui vont aider à démarrer l'usine dans des conditions correctes», indiquait Michel Faivre-Duboz, directeur général de Renault au Maroc.

Quid du projet en Algérie ? Le gouvernement algérien mène des discussions avec Renault pour qu'il implante une usine dans le pays et a fait savoir récemment que les deux parties sont sur le point de signer un protocole d'accord. Ce point de vue n'est pas partagé par de nombreux acteurs qui pensent que le projet ne verra pas le jour prochainement en raison d'obstacles comme le climat d'accueil des IDE moins favorable en Algérie qu'au Maroc.

Agnès Levallois

1. Somaca dispose de deux lignes de production, fabricant des Kango et Kangoo Express pour le marché local et Logan (Dacia) pour l'exportation vers les marchés français et espagnol. Elle emploie 1 200 salariés.

DU CÔTÉ D'IPEMED



Gérard Debrinay, directeur général d'Ipemed

● Gérard Debrinay est nommé directeur général d'Ipemed depuis le 1^{er} décembre 2011 aux côtés de Jean-Louis Guigou, fondateur et délégué général de l'Institut. Après des études en France

et aux États-Unis et un début de carrière à la Sema, qui l'a amené à travailler en Tunisie et au Moyen-Orient, il a intégré la société de conseil Algoé Consultants, où il a créé successivement le département des Études socio-économiques, puis le département Conseil en stratégie, avant d'en être désigné directeur général, puis président directeur général.

LÉTTRE MENSUELLE D'INFORMATION DE L'INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN, UNE ASSOCIATION DONT LE BUT EST DE RAPPROCHER LES DEUX RIVES DE LA MÉDITERRANÉE PAR L'ÉCONOMIE

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION: Jean-Louis Guigou RÉDACTEUR EN CHEF: Agnès Levallois ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO: Alexandra Besly, Amal Chevreau, Morgan Mozas, Jean-Louis Rastoin, Véronique Stéphan, Maxime Weigert PHOTOS: D.R. RÉALISATION: Patricia Jezequel, Alain de Pommereau IMPRESSION: Mouquet (sur papier certifié PEFC) ABONNEMENTS ET CONTACT: communication@ipemed.coop ISSN 2106-8410